

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 112
N° 26

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Titema 1963

ABONNEMENTS

	Un an	Six mois	3 mois
	(Francs Pacifique)		
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne 7 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1865 21 juin Loi sur les associations syndicales (articles 4 et 14). (Arrêté de promulgation n° 2974 AA du 4 décembre 1963)	568

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Extraits.— Acquisition de la nationalité fran- çaise :	
Mu San Ni A Mu Fat	569
You Wang Cheung	569
Stuart Robert	569
Lo (Henriette)	569

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1963 29 nov. Arrêté n° 2935 AA clôturant une session ordi- naire et ouvrant la session extraordinaire de l'assemblée territoriale	569
29 nov. Arrêté n° 2937 AA modifiant l'arrêté n° 2721 AA du 30 octobre 1963 autorisant l'organi- sation d'une tombola au profit de l'Aéro Club de Tahiti	569
29 nov. Arrêté n° 2938 AA rapportant l'arrêté n° 1987 AA du 14 août 1963 fixant à nouveau le barème des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel des voyageurs dé- barquant en Polynésie française	570

29 nov. Arrêté n° 2939 AA autorisant l'ouverture de divers établissements classés	570
29 nov. Arrêté n° 2941 AA autorisant l'ouverture de divers établissements classés	571
29 nov. Arrêté n° 2942 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association spor- tive « Central Sport »	571
29 nov. Arrêté n° 2944 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes addition- nels perçus au profit du budget local et des budgets communaux d'Uturoa et de Papeete, pour l'exercice 1963	572
29 nov. Arrêté n° 2945 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour l'exer- cice 1963	573
29 nov. Arrêté n° 2947 TLS portant extension du ré- gime d'aide aux vieux travailleurs salariés et précisant la définition du salarié au regard de ce régime	574
2 déc. Décision n° 2962 D autorisant la Société Tahiti- enne des Hydrocarbures à ouvrir un entrepôt spécial d'hydrocarbures à Fare-Ute	575
6 déc. Arrêté n° 2993 ELV modifiant la date de la fermeture de la campagne de plongée à Taka- roa (secteur Gake)	575
6 déc. Arrêté n° 2994 ELV ouvrant à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le lagon de Hikueru (secteur village)	575
6 déc. Arrêté n° 2995 ELV ouvrant à la plongée à nu le lagon des Gambier (secteur Teota)	576
6 déc. Décision n° 2996 ELV autorisant la boucherie « Alsafine » à pratiquer le tarif n° 3	576
6 déc. Arrêté n° 2997 CD portant rectification d'un arrêté de dégrèvements	577

6 déc.	Arrêté n° 2998 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 63-78 du 14 novembre 1963 de l'assemblée territoriale accordant à des particuliers la concession définitive d'emplacements du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent	577
6 déc.	Arrêté n° 2999 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 63-80 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale portant virement de crédits à l'intérieur du budget local de fonctionnement, exercice 1963	578
6 déc.	Arrêté n° 3004 ET approuvant la délibération n° 6 du 25 octobre 1963 portant remaniement du budget du port autonome, exercice 1963	579
7 déc.	Arrêté n° 3013 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 63-79 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale portant exonération des droits d'entrée sur le matériel de fonctionnement importé pour le compte des écoles primaires, secondaires et professionnelles	579
	Extraits	580

AVIS OFFICIELS

Agriculture, eaux et forêts (Section conditionnement).— Calendrier des ventes de vanille verte par district. Îles Tahiti et Moorea — (Année 1964)	582
Enquêtes de commodo et incommode :	
M. le directeur de Tahiti-Pétroles	586
M. Tong You c.i. n° 6656	586
M. Nay	587

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	587
Annonces diverses	588

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 2974 AA du 4 décembre 1963 *promulquant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

— Les articles 4 et 14 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
H. BERRE.

LOI sur les associations syndicales — 21 juin 1865.

Art. 4.— L'adhésion à une association syndicale est valablement donnée par les tuteurs, par les envoyés en possession provisoire et par tout représentant légal pour les biens des mineurs, des interdits, des absents et autres incapables, après autorisation du tribunal de la situation des biens, donnée sur simple requête en la chambre du conseil, le ministère public entendu. Cette disposition est applicable aux immeubles dotaux et aux majorats.

(Compl. L. 22 décembre 1888).— Pourront adhérer à une association syndicale les préfets pour les biens du département, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil général ; les maires ou administrateurs pour les biens des communes ou des établissements publics, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil municipal ou du conseil d'administration ; pour les biens de l'Etat, le ministre des Finances.

Art. 14.— (Mod. L. 22 décembre 1888, art. 6 et D.L. 21 déc. 1926, art. 4.—)

S'il s'agit des travaux spécifiés aux numéros 3 et suivants de l'article premier, les propriétaires qui n'auront pas adhéré au projet d'association pourront, dans le délai d'un mois ci-dessus déterminé, déclarer à la préfecture qu'ils entendent délaisser, moyennant indemnité, des terrains leur appartenant et compris dans le périmètre. Il leur sera donné récépissé de la déclaration. L'indemnité à la charge de l'association sera fixée conformément à la loi du 3 mai 1841 pour les travaux spécifiés aux numéros 6 et 7 de l'article premier, et conformément à l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 pour les travaux énumérés aux numéros 4, 5, 8 et suivants.

Si des biens de mineurs, d'interdits, d'absents ou autres incapables sont compris dans le périmètre, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession et tous représentants des incapables peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur requête en chambre du conseil, le ministère public entendu, déclarer qu'ils entendent délaisser lesdits biens.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation. Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux. Les préfets pourront dans le même cas, délaisser les biens des départements s'ils y sont autorisés par délibération du conseil général, les maires ou administrateurs pourront délaisser les biens des communes et des établissements publics, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil municipal ou du conseil d'administration ; le ministre des finances peut délaisser les biens de l'Etat.

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 13 novembre 1963 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 24 novembre 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Mu San Ni A Mu Fat, Arue (Polynésie française), 23-09-35, NAT

.....
You Wang Cheung, Papeete (Polynésie française), 30-09-28, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

.....
Guilloux (Vincent) - You Wang Cheung

.....
Mouphas (Robert) - Mu San Ni A Mu Fat

DÉCRET du 14 novembre 1963 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 24 novembre 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Stuart (Robert), Papeete (Polynésie française), 07-05-88, NAT

DÉCRET du 15 novembre 1963 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 24 novembre 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Lo (Henriette), Papeete (Polynésie française), 02-11-39, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

.....
Leau (Henriette)

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 2935 AA du 29 novembre 1963 *clôture d'une session ordinaire et ouvrant la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2378 AA du 25 septembre 1963 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— La session ordinaire de l'assemblée territoriale ouverte le 2 octobre 1963 à 9 heures est déclarée close le dimanche 1^{er} décembre 1963.

Art. 2.— L'assemblée territoriale est convoquée en session extraordinaire le lundi 2 décembre 1963.

Art. 3.— La session extraordinaire de l'assemblée territoriale ouverte le lundi 2 décembre 1963 est déclarée close le lundi 23 décembre 1963 inclus.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2937 AA du 29 novembre 1963 *modifiant l'arrêté n° 2721 AA du 30 octobre 1963 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Aéro Club de Tahiti.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu l'arrêté n° 2721 AA du 30 octobre 1963 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Aéro Club de Tahiti ;

Vu la lettre du 15 novembre 1963 du président de l'Aéro Club de Tahiti ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 30 octobre 1963 est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

« M. Lasserre Marcel, président de l'Aéro Club de Tahiti est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.000.000 de francs, composée de 10.000 billets à 200 frs l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à l'achat d'un avion-école et aux installations du club ».

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2938 AA du 29 novembre 1963 rapportant l'arrêté n° 1987 AA du 14 août 1963 fixant à nouveau le barème des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel des voyageurs débarquant en Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 avril 1939 réglementant l'admission et le séjour des français, sujets et protégés français, et des étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 803 APA du 26 juin 1951 portant réglementation de l'émigration des personnes originaires des Etablissements français de l'Océanie vers la métropole, les territoires de l'Union française et les pays étrangers ;

Vu l'arrêté n° 1987 AA du 14 août 1963 modifiant le barème des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel des voyageurs débarquant en Polynésie française ;

Vu la lettre du 18 novembre 1963 de M. l'agent de la compagnie des messageries maritimes à Papeete ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 1987 AA du 14 août 1963 susvisé est et demeure rapporté.

Art. 2.— Le barème des sommes à consigner à titre de garantie de rapatriement est celui du passage en 3^e classe catégorie « B » sur les bateaux de la compagnie des messageries maritimes.

Art. 3.— Le calcul du montant de la garantie de rapatriement est effectué selon les dispositions de l'article 2 ci-dessus, à partir du port d'embarquement ou vers le port de débarquement de la ligne des messageries maritimes de l'Océan Pacifique selon qu'il s'agit d'un voyageur devant débarquer en Polynésie française ou d'une personne originaire du territoire accomplissant un voyage à destination de la métropole ou de l'étranger.

Art. 4.— Le présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française sera communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2939 AA du 29 novembre 1963 autorisant l'ouverture de divers établissements classés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTF du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire, en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu les demandes en date des 7 juin 1963, 9 août 1963 et 14 août 1963 présentées respectivement par Mme Maevarii Matehau, le capitaine Bouvet, commandant le groupement de gendarmerie de Polynésie, et le directeur de la S.P.E.T. ;

Vu les résultats des enquêtes de commodo et incommode effectuées et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— Mme Maevarii Matehau est autorisée à installer une station distributrice de carburants sur un terrain sis à Tautira (Tahiti).

Cette installation comprendra :

- 1 réservoir de 400 litres de pétrole,
- 1 réservoir de 400 litres de mazout,
- 1 réservoir de 400 litres d'essence,
- 1 réservoir de 400 litres de mélange,
- 3 pompes distributrices fixes,
- 1 pompe mobile.

Art. 2.— Le capitaine Bouvet, commandant le groupement de gendarmerie de Polynésie, est autorisé à installer sur un terrain sis à Taravao (Tahiti), un dépôt d'essence pour les besoins de la gendarmerie.

Cette installation comprendra :

- 1 cuve enterrée de 2.600 litres,
- 1 pompe distributrice à main.

Art. 3.— Le directeur de la S.P.E.T. est autorisé à installer une station distributrice privée de carburants dans les limites de leur dépôt situé dans la zone industrielle de Tipaerui (Papeete).

Cette installation comprendra :

- a) pour l'essence automobile :
 - 1 citerne enterrée de 4.500 litres,
 - 1 pompe volumétrique de distribution.
- b) pour le gas oil des camions et engins divers :
 - 2 citernes semi-enterrées de 4.500 litres chacune,
 - 1 pompe volumétrique de distribution.

Art. 4.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération sus-visée du 8 avril 1961, du contrôle des établissements et des installations ci-dessus énumérés et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTE n° 2941 AA du 29 novembre 1963 autorisant l'ouverture de divers établissements classés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire, en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu les demandes des 18 août 1963, 2 septembre 1963, 24 septembre 1963 et 17 octobre 1963 présentées respectivement par M. Otcenasek Miroslav, M. Holozet Damien, M. Jacquier Henri et M. Lehartel Charles ;

Vu les résultats des enquêtes de commodo et incommode effectuées et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— M. Otcenasek Miroslav est autorisé à installer à Papara (PK 37,500) un groupe électrogène de marque « Lister » de 3 KW de puissance. Cette installation sera munie d'un échappement silencieux en sol.

Art. 2.— M. Holozet Damien est autorisé à installer à Papara (PK 35,500) un groupe électrogène de marque « Lister » de 3 KW de puissance. Cette installation sera munie d'un échappement silencieux en sol.

Art. 3.— M. Jacquier Henri est autorisé à installer à Paœa (PK 20,500) un groupe électrogène de marque « Lister » de 6 KW de puissance. Cette installation sera munie d'un échappement silencieux en sol.

Art. 4.— M. Lehartel Charles est autorisé à installer à Afaahiti un groupe électrogène de marque « Lister » de 3 KW de puissance. Cette installation sera munie d'un échappement silencieux en sol.

Art. 5.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération sus-visée du 8 avril 1961, du contrôle des installations ci-dessus énumérées et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTE n° 2942 AA du 29 novembre 1963 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association sportive « Central Sport ».

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par M. Spitz Napoléon, président de l'Association Sportive Central Sport ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1er.— M. Spitz Napoléon, président de l'Association sportive Central Sport est autorisé à organiser une loterie au capital de 5.000.000 francs, composée de 50.000 billets à

100 francs l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à l'acquisition d'un terrain de foot-ball, basket-ball, volley-ball, athlétisme).

Art. 2.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront composés d'objets mobiliers à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

Art. 5.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives Président
M. le trésorier-payeur, Membre
M. Spitz Napoléon, président de l'Association sportive Central Sport, »

Art. 6.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 7.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 30 avril 1964 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Art. 8.— Précédemment au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 9.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots

et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2944 CD du 29 novembre 1963 *rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local et des budgets communaux d'Uturoa et de Papeete, pour l'exercice 1963.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 314 AA-F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous perçus au profit du budget local et des budgets communaux d'Uturoa et de Papeete, pour l'exercice 1963, s'élevant à la somme totale de : *Six millions huit cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-six francs (6.817.986.-)*, savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 25 - Exercice 1963.

Propriété bâtie.....	3.078.249 »
Total de la perception.....	3.078.249

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 27 - Exercice 1963.

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	819.924 »
Total de la perception.....	819.924 »

PERCEPTION D'UTUROA

Rôle n° 30 - Exercice 1963.

I. — Recettes du budget local :

Propriétés bâties	268.147 »	
Total		268.147 »

II. — Recettes du budget communal d'Uturoa :

Centimes additionnels sur les propriétés bâties	93.812 »	
Total		93.812 »
Total de la perception		361.959 »

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA

Rôle n° 31 - Exercice 1963.

Propriétés bâties	219.857 »	
Total de la perception		219.857 »

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 36 - Exercice 1963.

I. — Recettes du budget local :

Patentes	430.068 »	
Licences	121.300 »	
Centimes addit. C. Commerce	46.192 »	
Taxe d'entraide sociale	182.061 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers	170.000 »	
Propriété bâtie	33.570 »	
Taxe sur les spectacles	861.492 »	
Sommes à répartir	113.885 »	
Total		1.958.568 »

II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences	256.743 »	
Centimes additionnels sur les propriétés bâties	7.422 »	
Ordures ménagères	4.387 »	
Total		268.552 »
Total de la perception		2.227.120 »

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA.

Rôle n° 37 - Exercice 1963.

I. — Recettes du budget local :

Patentes	32.535 »	
Licences	250 »	
Centimes addit. C. Commerce	3.276 »	
Taxe d'entraide sociale	15.399 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers	14.000 »	
Taxes sur les spectacles	14.447 »	
Sommes à répartir	14.625 »	
Total		94.532 »

II. — Recettes du budget communal d'Uturoa :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences	16.345 »	
Total		16.345 »
Total de la perception		110.877 »
Total général		6.817.986 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 30 décembre 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2945 CD du 29 novembre 1963 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents :

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents :

Vu l'arrêté n° 314 AA/F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963, s'élevant à la somme totale de : *Un million trois cent vingt et un mille huit cent quatre-vingt-dix-sept francs (1.321.897.-),* savoir :

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôle n° 26 - Exercice 1963.

Propriétés bâties	197.425 »	
Total de la perception		197.425 »

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle n° 28 - Exercice 1963.

Propriétés bâties	54.910 »	
Total de la perception		54.910 »

PERCEPTION DE BORA-BORA — MAUPITI.

Rôle n° 29 - Exercice 1963.

Propriétés bâties	40.570 »	
Total de la perception		40.570 »

PERCEPTION D'ATUONA (Marq. - Sud).

Rôle n° 32 - Exercice 1963.

Patentes.....	105.755 »	
Licences.....	70.000 »	
Centimes ad. chambre de commerce.....	17.576 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	33.000 »	
Propriétés bâties.....	187 »	
Total de la perception.....	226.518 »	

PERCEPTION DE TAIOHAE (Marq. - Nord).

Rôle n° 33 - Exercice 1963.

Patentes.....	77.500 »	
Licences.....	89.000 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	16.651 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	71.000 »	
Propriétés bâties.....	4.397 »	
Total de la perception.....	258.548 »	

PERCEPTION DE UA-POU (Marq. - Nord).

Rôle n° 34 - Exercice 1963.

Patentes.....	63.563 »	
Licences.....	15.500 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	7.890 »	
Total de la perception.....	86.953 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle n° 35 - Exercice 1963.

Patentes.....	202.626 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	20.259 »	
Taxe d'entraide sociale.....	22.400 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	177.000 »	
Total de la perception.....	422.285 »	

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôle n° 38 - Exercice 1963.

Patentes.....	1.859 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	185 »	
Taxe d'entraide sociale.....	1.864 »	
Total de la perception.....	3.908 »	

PERCEPTION DE HUAHINE

Rôle n° 39 - Exercice 1963.

Patentes.....	4.500 »	
Licences.....	11.800 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	1.630 »	
Taxe d'entraide sociale.....	8.400 »	
Somme à répartir.....	4.450 »	
Total de la perception.....	30.780 »	
Total général.....	1.321.897 »	

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 30 décembre 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2947 TLS du 29 novembre 1963 portant extension du régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et précisant la définition du salarié au regard de ce régime.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents :

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la caisse de compensation des prestations familiales ;

Vu l'arrêté n° 255 TLS du 30 janvier 1961 modifiant l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 instituant un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail en sa séance du 21 mai 1963 ;

Vu l'avis exprimé par l'assemblée territoriale, en sa séance du 28 octobre 1963 ;

Le conseil de gouvernement entendu les 25 septembre 1963 et 29 novembre 1963,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er juillet 1963, le régime d'aide aux vieux travailleurs salariés institué par l'arrêté modifié n° 357 TLS du 8 février 1961 est applicable aux salariés occupant des emplois de gens de maison et aux salariés agricoles.

Art. 2. — Est considéré comme salarié au regard de ce régime tout travailleur exerçant une activité pour le compte d'une personne physique ou morale, publique ou privée, moyennant une rémunération dont il tire ses moyens normaux d'existence, et consacrant à cette activité le temps moyen qu'elle requiert, soit 18 jours ou 120 heures par mois.

Art. 3. — Est abrogé, le deuxième alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961.

Art. 4. — La condition prévue à l'article 2 de l'arrêté précité, d'avoir exercé une activité salariée pendant 10 ans au cours des 15 dernières années ayant précédé l'âge de soixante ans ou la date d'admission, est supprimée.

Art. 5. — Pour les travailleurs inaptes, visés à l'article 3 de l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1963, l'âge minimum requis pour bénéficier de l'aide aux vieux travailleurs salariés est fixé à 50 ans.

Cette disposition prendra effet pour compter du 1er juillet 1963.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉCISION n° 2962 D du 2 décembre 1963 *autorisant la Société Tahitienne des Hydrocarbures à ouvrir un entrepôt spécial d'hydrocarbures à Fare-Ute.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1365 AA/D du 12 juin 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française ;

Vu la demande formulée par le directeur de la Société Tahitienne des Hydrocarbures ;

Sur la proposition du chef du service des douanes,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— La Société Tahitienne des Hydrocarbures est autorisée à ouvrir un entrepôt spécial d'hydrocarbures à Fare-Ute. Elle devra se conformer aux prescriptions de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2993 ELV du 6 décembre 1963 *modifiant la date de la fermeture de la campagne de plongée à Takaroa (secteur Gake).*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 171 AAE rendant exécutoire la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté 637 AA/ELV du 23 mars 1963 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 7 et 9 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1921 ELV du 7 août 1963 ouvrant à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le lagon de Takaroa (secteur Gake) ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières dans sa séance du 2 décembre 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'article 1 de l'arrêté n° 1921 ELV du 7 août 1963 sus-visé est modifié comme suit :

au lieu de : au 15 janvier 1964.

lire : au 14 décembre 1963.

Art. 2.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier et le chef du service de l'élevage et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2994 ELV du 6 décembre 1963 *ouvrant à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le lagon de Hikueru (secteur village).*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1957, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 171 AAE rendant exécutoire la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacrées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 637 AA/ELV du 23 mars 1963 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 7 et 9 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2864 ELV du 20 novembre 1963 ouvrant à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières dans le lagon d'Hikueru (secteur village) ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières dans sa séance du 2 décembre 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2864 ELV du 20 novembre 1963 susvisé est rapporté.

Art. 2.— Le secteur village du lagon de Hikueru est ouvert à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières à compter du 13 janvier 1964 jusqu'au 11 avril 1964 inclus.

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier et le chef du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTE n° 2995 ELV du 6 décembre 1963 ouvrant à la plongée à nu le lagon des Gambier (secteur Teota).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 171 AAE rendant exécutoire la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacrées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 637 AA/ELV du 23 mars 1963 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 7 et 9 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2863 ELV du 20 novembre 1963 ouvrant à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le lagon des Gambier (secteur Taku) ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières dans sa séance du 2 décembre 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 2863 ELV du 20

novembre 1963 sus-visé est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le secteur Taku (Gambier) est ouvert à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières à compter du 4 novembre 1963 jusqu'au 14 décembre 1963 inclus ».

Art. 2.— Le secteur Teota (Gambier) est ouvert à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières à compter du 16 décembre 1963 jusqu'au 1er février 1964 inclus.

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier et le chef du service de l'élevage et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉCISION n° 2996 ELV du 6 décembre 1963 autorisant la boucherie "Alsafine" à pratiquer le tarif n° 3.

Le gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1592 AE du 23 septembre 1959 portant réglementation de la vente de la viande et des animaux destinés à la consommation et créant les tarifs n° 1 et 2 ;

Vu l'arrêté n° 653 AE du 31 mars 1960, modifiant l'arrêté n° 1592 AE du 23 septembre 1959 et portant création d'un tarif n° 3 ;

Vu le procès-verbal n° 716 ELV en date du 25 novembre 1963 de la commission technique de la boucherie ;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— La boucherie "Alsafine" utilisant les services d'un boucher reconnu apte professionnellement et exerçant dans un local pourvu d'installations frigorifiques appropriées, est habilitée à pratiquer les prix indiqués au tarif n° 3 de l'arrêté n° 653 AE du 31 mars 1960.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2997 CD du 6 décembre 1963 portant rectification d'un arrêté de dégrèvements.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 2722 CD du 30 octobre 1963 accordant divers dégrèvements ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 2722 CD du 30 octobre 1963 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

Exercice 1962 - Ordonnance n° 22 bis

Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers,

au lieu de	2.731.755 *
lire.....	1.640.955 *
Total,	
au lieu de	2.862.887 *
lire.....	1.772.087 *

Exercice 1963 - Ordonnance n° 24 bis

Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers,

au lieu de	25.000 *
lire.....	1.115.800 *
Total,	
au lieu de	127.200 *
lire.....	1.218.000 *

Exercice 1963 - Ordonnance n° 17 bis

Sommes à répartir,

au lieu de	30.327 *
lire.....	34.647 *
Total,	
au lieu de	199.366 *
lire.....	203.686 *
Total général,	
au lieu de	5.642.326 *
lire.....	5.646.646 *

Art. 2.— Le trésorier-payeur, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2998 AA/DOM du 6 décembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-78 du 14 novembre 1963 de l'assemblée territoriale, accordant à des particuliers la concession définitive d'emplacements du domaine public maritime aux Iles Sous-le-Vent.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 63-78 du 14 novembre 1963 de l'assemblée territoriale, accordant à des particuliers la concession définitive d'emplacements du domaine public maritime aux Iles Sous-le-Vent.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 63-78 du 14 novembre 1963 accordant à des particuliers la concession définitive d'emplacements du domaine public maritime aux Iles Sous-le-Vent.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale du 7 juin 1949, modifiée et complétée par celle du 14 mars 1963 (n° 63-26) relatives aux tarifs applicables aux concessions maritimes en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2378 AA en date du 25 septembre 1963 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 1159 DOM en date du 24 juillet 1963 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 24 juillet 1963 ;

Vu le rapport n° 63-170 en date du 28 octobre 1963 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 14 novembre 1963,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Sont accordées, les concessions définitives à charge de remblai dans un délai de cinq ans, de cinq emplacements du domaine public maritime aux Iles Sous-le-Vent telles qu'elles figurent et aux conditions fixées au tableau ci-après.

N° des dossiers	Désignation - Situation - Superficie	Bénéficiaires	Prix
1	Emplacement du domaine public maritime à Avera (Raïatea), d'une superficie de 1.170 m ² , situé au droit d'une parcelle de la terre Orotia, appartenant au demandeur.	M. Julien Mugnier	11.700 francs (10 frs par m ²)
2	Emplacement du domaine public maritime à Fetuna (Raïatea), d'une superficie de 625 m ² , situé au droit de la terre Terapa 3 appartenant aux conjoints Hapaitahaa qui consentent à l'octroi de la concession au demandeur.	M. Narii a Haapa	6.250 francs (10 frs le m ²)
4	Emplacement du domaine public maritime à Ruutia (Tahaa), d'une superficie de 1.758 m ² , situé au droit du lot n° 2 de la terre Tiva 2 appartenant à la requérante.	M ^{me} Marguerite Hollman	17.580 francs (10 frs le m ²)
5	Emplacement du domaine public maritime à Uturoa, d'une superficie de 674 m ² , situé au droit de la terre Ofaiputupu, Tepoumaire appartenant aux héritiers Christian Brotherson.	Mlle Irma M. Brotherson	33.700 francs (50 frs par m ²)
7	Emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora) d'une superficie de 862,50 m ² , situé au droit de la terre Teorueaihuaraa appartenant aux conjoints Tama qui consentent à l'octroi de la concession sollicitée au profit de Mlle Johanna Tama.	Mlle Johanna Tama	8.625 francs (10 frs par m ²)

Ces concessions maritimes sont consenties aux clauses et conditions suivantes :

1°) Les concessionnaires seront tenus de ménager et laisser libre sur chacun des emplacements concédés, un passage de trois mètres de largeur sur le remblai ;

2°) Utilité publique :

Sur simple déclaration d'utilité publique, chacun des concessionnaires s'engage à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ledit concessionnaire.

3°) En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date d'aliénation définitive à son profit, chacun des concessionnaires s'engage à ne pas vendre l'emplacement qui lui est présentement concédé.

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Alexandre LE GAYIC.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 2999 AA/F du 6 décembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-80 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale, portant virement de crédits à l'intérieur du budget local de fonctionnement, exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 63-80 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale portant virement de crédits à l'intérieur du budget local de fonctionnement, exercice 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 63-80 du 21 novembre 1963 portant virement de crédits à l'intérieur du budget local de fonctionnement, exercice 1963.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 2378/AA en date du 25 septembre 1963 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la proposition en date du 21 novembre 1963 ;

Dans sa séance du 21 novembre 1963,

ADOpte :

Article 1^{er}. — Le virement des crédits ci-après est autorisé au budget local de fonctionnement, exercice 1963 :

Crédits annulés :

— chapitre 3, article 2..... 500.000.—

Crédits ouverts :

— chapitre 3, article 4 (personnel)..... 90.000.—

— chapitre 4, article 3, rubrique 1..... 150.000.—

— chapitre 4, article 4, rubrique 2..... 100.000.—

— chapitre 4, article 4, rubrique 3..... 80.000.—

— chapitre 4, article 4, rubrique 6..... 80.000.—

500.000.—

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Alexandre LE GAYIC.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 3004 FT du 6 décembre 1963 approuvant la délibération n° 6 du 25 octobre 1963 portant remaniement du budget du port autonome exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 135 FT du 18 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 4 du 2 décembre 1962 du conseil d'administration du port adoptant le budget de l'exercice 1963 ;

Vu la délibération n° 6 du conseil d'administration prise dans sa séance du 25 octobre 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 6 décembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 6 du 25 octobre 1963 du conseil d'administration du port autonome de Papeete, portant ouverture de crédits supplémentaires et modifications au budget du port.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 6 du 25 octobre 1963 portant ouverture de crédits supplémentaires et modifications du budget du port autonome de Papeete.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete :

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 135 FT du 18 janvier 1963 rendant exécutoire la délibération n° 4 du 21 décembre 1962 du conseil d'administration adoptant le budget pour l'exercice 1963 ;

Vu l'arrêté n° 875 FT du 10 avril 1963 approuvant la délibération n° 2 du 27 mars 1963 du conseil d'administration portant ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 1.200.000 francs au budget d'équipement du port, exercice 1963, chapitre 9, constructions nouvelles ;

Dans sa séance du 25 octobre 1963,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le crédit supplémentaire d'un montant de un million (1.000.000) de francs CFP, est ouvert au budget d'équipement du port autonome de Papeete exercice 1963, chapitre 9 - constructions nouvelles.

- article 3 - hangar à ciment..... 1.000.000

Art. 2.— La présente dépense sera gagée par un prélèvement d'égal montant à la caisse de réserve inscrit en recettes - chapitre 14.

Art. 3.— Les modifications suivantes sont apportées au budget de fonctionnement du port autonome de Papeete - exercice 1963.

Chap.	Art.	Par.	Rubrique	Crédits	
				Ouverture	Annulation
2			PERSONNEL		
	1		Direction	459.000	
	3		Division, administration et gestion		
		1	Section administrative		450.000
		2	Section technique		150.000
3			MATÉRIEL		
	2		Dépenses d'exploitation		
		1	Entretien et fonctionnement du matériel de pilotage	200.000	
		2	Entretien et fonctionnement de la cale de halage		1.300.000
		3	Aménagement de la passe		350.000
	3		Frais d'études		109.000
4			TRAVAUX D'ENTRETIEN	700.000	
7			VERSEMENT A LA CAISSE DE RÉSERVE	1.000.000	
			Balance	2.359.000	2.359.000

Art. 4. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 25 octobre 1963.

Le président,

R. HERVÉ.

ARRÊTÉ n° 3013 AA/D du 7 décembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-79 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale, portant exonération des droits d'entrée sur le matériel de fonctionnement importé pour le compte des écoles primaires, secondaires et professionnelles.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 63-79 du 21 novembre 1963 de l'assemblée territoriale portant exonération des droits d'entrée sur le matériel de fonctionnement importé pour le compte des écoles primaires, secondaires et professionnelles.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 décembre 1963.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
H. BERRE.

DELIBERATION n° 63-79 du 21 novembre 1963 portant exonération des droits d'entrée sur le matériel de fonctionnement importé pour le compte des écoles primaires, secondaires et professionnelles.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération du 27 septembre 1949 de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie fixant les tarifs des droits d'entrée et de consommation modifiée par les délibérations n° 17 du 10 septembre 1957, n° 24 du 24 septembre 1957, n° 31 du 1er novembre 1957, n° 58 du 21 juin 1958, n° 90-58 du 31 décembre 1958, n° 59-10 du 3 février 1959, n° 59-73 du 18 décembre 1959, n° 60-5 du 2 février 1960, n° 60-15 du 16 février 1960, n° 60-93 du 30 décembre 1960, n° 61-2 du 17 janvier 1961, n° 61-4 du 20 janvier 1961, n° 61-144 du 29 décembre 1961, n° 62-3 du 11 janvier 1962, n° 62-38 du 21 juin 1962, n° 62-53 du 6 juillet 1962, n° 63-8 du 28 janvier 1963, n° 63-56 du 4 juillet 1963, n° 63-61 du 22 août 1963, n° 63-62 du 22 août 1963, n° 63-72 du 29 août 1963 ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu la délibération n° 63-55 du 4 juillet 1963 portant modification du régime douanier applicable aux collectivités publiques, organismes de recherches médicales ou scientifiques reconnus d'intérêt public ;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2378 AA du 25 septembre 1963 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1209 D en date du 16 octobre 1963 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 63-174 en date du 31 octobre 1963 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;
Dans sa séance du 21 novembre 1963,

Adopte :

Article 1^{er}.— Le matériel de fonctionnement importé pour le compte des écoles primaires, secondaires ou professionnelles est exonéré des droits d'entrée.

Art. 2.— Est considéré comme matériel de fonctionnement au sens de l'article 1^{er}, le matériel d'équipement des classes et annexes, le matériel d'étude, de démonstration et de laboratoire.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Alexandre LE GAYIC.

Le président,
Jacques TAURAA.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 2887 PEL du 23 novembre 1963.— Les fonctionnaires, dont les noms suivent, embarqués à Marseille sur l'Océanien du 19 novembre 1963 devant arriver à Papeete le 19 décembre 1963 reçoivent les affectations mentionnées ci-dessous :

M^{lle} Mollon Fanny, institutrice du corps latéral, est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25, article 4.

M^{lle} Guillots Ida, institutrice du corps latéral est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25, article 4.

M. Pacomme Jean, infirmier autorisé du corps latéral des établissements nationaux de bienfaisance est remis à la disposition du chef du service de santé pour servir à l'hôpital de Papeete.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 23, article 2.

M^{lle} Nouveau Murielle, secrétaire d'administration du cadre supérieur des affaires administratives est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au secrétariat de l'enseignement primaire.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25, art. 4.

M^{lle} Vernier Yolande, secrétaire d'administration du cadre supérieur des affaires administratives en instance d'intégration dans un corps latéral est remise à la disposition du directeur du service de l'aviation civile pour servir au service météorologique.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3151, article 7.

M. Salmon Alexandre, brigadier chef du cadre secondaire de la police est remis à la disposition du chef du service de la sûreté.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121, article 4.

M. Tere Léon, instituteur principal du cadre supérieur de l'enseignement est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25, art. 4.

Par décision n° 2893 PEL du 26 novembre 1963.— M. Soulier Emile, instituteur de 6^e classe du cadre supérieur de l'enseignement, en fonction à l'école de Tiarei-Moenoa, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée de six mois à compter du 4 novembre 1963.

Par décision n° 2905 PEL du 27 novembre 1963.— Monsieur Besson Maurice, premier chiffreur du corps autonome embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 15 novembre 1963 arrivé à Papeete le 16 novembre 1963 reprend ses fonctions de chef du bureau du courrier et de chef de la section du chiffre en remplacement de M. Mathieu René, attaché du corps autonome appelé à d'autres fonctions.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121 article 4.

M. Besson Maurice est habilité à certifier conformes les ampliations de tous les actes et correspondances signés par le gouverneur, chef de territoire ou par délégation.

Par décision n° 2910 PEL du 28 novembre 1963.— La démission de ses fonctions offerte par M. Raoulx Gérard, élève-maître du cadre supérieur de l'enseignement, est acceptée d'une manière irrévocable à compter du 16 novembre 1963.

En application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté n° 1142 CP du 21 août 1956, M. Raoulx Gérard devra rembourser la moitié des sommes qu'il a perçues, à titre d'allocation, pendant la durée de ses études.

Par décision n° 2927 PEL du 29 novembre 1963.— Pour compter du 5 novembre 1963, M. Ateni Gabriel, contrôleur de 7^e classe du cadre supérieur des postes et télécommunications, est placé dans la position " sous les drapeaux ".

Par décision n° 2928 PEL du 29 novembre 1963.— M^{me} Sanderson Tita née Teriivaea, infirmière de 8^e classe du cadre supérieur de la santé publique, est placée sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée d'un an, à compter du 26 décembre 1963.

Par arrêté n° 2930 PEL du 29 novembre 1963.— M. Van Cam Pierre, intégré dans le corps latéral des conducteurs des travaux publics de l'Etat par arrêté interministériel en date du 20 avril 1963 pour compter du 31 décembre 1959, est rayé des contrôles du cadre supérieur des travaux publics et des mines de la Polynésie française pour compter de cette même date.

Par arrêté n° 2932 PEL du 29 novembre 1963.— M. Holozet Frédéric est inscrit au tableau d'avancement de l'année 1963 et promu compositeur de 5^e classe (indice 168) du cadre supérieur de l'imprimerie officielle pour compter du 16 septembre 1963 (RSM : épuisés).

Par arrêté n° 2936 PEL du 29 novembre 1963.— M. Mathieu René, attaché de 2^e classe, 3^e échelon du corps autonome est affecté au service du personnel pour compter du 1^{er} décembre 1963.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 7 - art. 1.

Pour compter du 16 décembre 1963, M. Mathieu René est nommé chef du service du personnel par intérim en remplacement de M. Pierrot André, attaché du corps autonome, titulaire d'un congé administratif à passer en Métropole.

Par décision n° 2952 PEL du 2 décembre 1963.— Le séjour en Polynésie française de M. Leffilastre Gérard, ingénieur des travaux de la navigation aérienne, prendra effet le 16 novembre 1963, date de son arrivée dans le territoire.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 2961 AA du 2 décembre 1963.— M. Jolivel Pierre, Auguste, Aristide, gendarme O.P.J., commandant de brigade de Hao, est désigné pour exercer provisoirement les fonctions d'huissier à Hao (Tuamotu-Gambier).

M. Jolivel entrera en fonctions dès la publication du présent arrêté après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Un arrêté ultérieur fixera la date à laquelle prendront fin les fonctions dévolues à M. Jolivel par le présent arrêté.

Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et publié selon la procédure d'urgence.

* * *

AGRICULTURE

Par décision n° 2950 AGR du 30 novembre 1963.— Des bourses d'enseignement agricole d'un montant mensuel de 1.500 francs sont attribuées aux élèves de l'école pratique d'agriculture de Pirae dont les noms suivent :

Amiot Dominique, Ararui Alain, Brothers Herwin, Brothers Jean, Ehu Rollon, Haatani César, Holozet Jean, Maroanu Tevai, Ohiutua Victor, Pua Norbert, Raioaoa Noël, Taruoura Ferdinand, Teiti Wilfred, Tepua Tane, Terii Aimé, Tetuanui Natana, Uraeva Léon.

Ces bourses sont attribuées pour la période scolaire de l'école d'agriculture, soit du 1^{er} octobre 1963 au 30 septembre 1964.

* * *

CABINET

Par arrêté n° 2943 CAB du 29 novembre 1963.— M. François Rives, trésorier-payeur de la Polynésie française, est désigné en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete, en remplacement de M. Pégon, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Le présent arrêté, prendra effet pour compter du 9 octobre 1963.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 2901 E/IA du 27 novembre 1963.— Sont supprimées, pour compter de la rentrée scolaire 1963-1964, les bourses des étudiants dont les noms suivent :

Allain Claude,	bourse de catégorie D
Gooding Ernest,	" " "
Millaud Marcel,	" " "

Est supprimée, pour compter de la rentrée scolaire 1963-1964, l'aide scolaire égale au montant d'une bourse de catégorie D, attribuée à Leverd Joël.

Par décision n° 2975 E/IA du 4 décembre 1963.— Pour compter du 1^{er} décembre 1963, M^{lle} Hio Elisabeth est autorisée à enseigner dans les classes primaires du collège Anne-Marie Javouhey (annexe Ste Thérèse de Taunooa).

Par décision n° 3000 E/IA du 6 décembre 1963.— Une aide scolaire égale au montant du passage Papeete-Paris par avion, au tarif étudiant, est accordée à M. Wong Fat Emile ayant déjà quitté le territoire par ses propres moyens. Cette aide sera mandatée à M. Wong Fat William - 408 rue Cdt Destremeau - Papeete.

Par décision n° 3014 E/IA du 7 décembre 1963.— Est supprimée, pour compter de la rentrée universitaire 1963-1964, la bourse de catégorie D renouvelée à M^{lle} Schmouker Mi-reille.

Sont supprimées, pour compter de la rentrée universitaire 1963-1964, les aides scolaires égales au montant d'une demi-bourse de catégorie D attribuées à :

Bourgeois Paul
Schmouker Maeva

* * *

FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 2907 FT du 28 novembre 1963.— Il est accordé à M. Roapamoa François, précédemment président du conseil de district des Gambier, qui a exercé ses fonctions pendant 4 mandats consécutifs, le bénéfice de l'élément fixe de l'indemnité de frais de représentation, soit *deux mille francs* (2.000) par mois, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 1270 AA.

Imputation budgétaire : chapitre 2, - article 1.

La présente décision prendra effet au 1^{er} octobre 1963.

Par décision n° 2929 FT du 29 novembre 1963.— Une subvention est accordée, pour le fonctionnement de leur cantine scolaire, à chacune des coopératives des écoles dont les noms suivent :

Ecole de Faaa (Tahiti)	39.000 frs.
» Punaauia (Tahiti)	38.000 frs.
» Paea (Tahiti)	50.000 frs.
» Papara (Tahiti)	57.000 frs.
» Mataiea (Tahiti)	38.000 frs.
» Papeari (Tahiti)	39.000 frs.
» Taravao (Tahiti)	26.000 frs.
» Toahotu (Tahiti)	27.000 frs.
» Vairao (Tahiti)	28.000 frs.
» Teahupoo (Tahiti)	12.000 frs.
» Pueu (Tahiti)	25.000 frs.
» Tautira (Tahiti)	25.000 frs.
» Faaone (Tahiti)	22.000 frs.
» Hitiaa (Tahiti)	21.000 frs.
» Mahina (Tahiti)	35.000 frs.
» Teavaro (Moorea)	21.000 frs.
» Paopao (Moorea)	27.000 frs.
» Papetoai (Moorea)	27.000 frs.
» Haapiti (Moorea)	27.000 frs.

Ecole de Avera (Raiatea)	35.000 frs.
» Opoa (Raiatea)	38.000 frs.
» Maeva (Huahine)	26.000 frs.
» Tefarerii (Huahine)	20.000 frs.
» Patio (Tahaa)	39.000 frs.
» Haamene (Tahaa)	27.000 frs.
» Taipivai (Marquises)	20.000 frs.
» Hane (Marquises)	20.000 frs.
» Vaitahu (Marquises)	20.000 frs.
» Nukutavake (Tuamotu)	24.000 frs.
	853.000 frs.

La dépense est imputable au budget local, exercice 1963, chapitre 26, article 4.

* * *

JUSTICE

Par décision n° 2918 J du 28 novembre 1963.— A compter du 20 décembre 1963, un congé d'un mois est accordé à Me Lejeune, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Me Lejeune, Me Mozelle (Pierre) est nommé notaire intérimaire.

Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, Me Mozelle prêtera le serment d'usage.

* * *

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 2902 TLS du 27 novembre 1963.— Une réquisition de passage Paris-Papeete classe touriste par voie aérienne sera délivrée à M. Gallet Lucien, rapatrié de la métropole.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 46 article 3.

AVIS OFFICIELS

CALENDRIER

des ventes de vanille verte par district

ILES TAHITI ET MOOREA

Année 1964.

JANVIER

TAHITI

Jeudi	2	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Vendredi	3	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Lundi	6	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Mardi	7	Tautira	8 »
Mercredi	8	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Jeudi	9	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »

Vendredi	10	Mahina	8 heures
		Papenoo	9 »
Lundi	13	Tiareï	8 »
Mardi	14	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mercredi	15	Papetoai	8 heures
Jeudi	16	Paopao	8 »
Vendredi	17	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Lundi	20	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	21	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	22	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	23	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	24	Tautira	8 »
Lundi	27	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	28	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	29	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	30	Tiareï	8 »
Vendredi	31	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

FEVRIER**MOOREA**

Mardi	4	Papetoai	8 heures
Mercredi	5	Paopao	8 »
Jeudi	6	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	7	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	11	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	12	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	13	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	14	Tautira	8 »
Lundi	17	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	18	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	19	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	20	Tiareï	8 »
Vendredi	21	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	25	Papetoai	8 heures
Mercredi	26	Paopao	8 »
Jeudi	27	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	28	Haapiti	8 »

MARS**TAHITI**

Mardi	3	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	4	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	5	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	6	Tautira	8 »
Lundi	9	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	10	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	11	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	12	Tiareï	8 »
Vendredi	13	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	17	Papetoai	8 heures
Mercredi	18	Paopao	8 »
Jeudi	19	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	20	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	24	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	25	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	26	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	27	Tautira	8 »
Mardi	31	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »

AVRIL

Mercredi	1	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	2	Tiareï	8 »
Vendredi	3	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	7	Papetoai	8 heures
Mercredi	8	Paopao	8 »
Jeudi	9	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	10	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	14	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	15	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	16	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	17	Tautira	8 »
Lundi	20	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	21	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	22	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	23	Tiarei	8 »
Vendredi	24	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Lundi	27	Papetoai	8 heures
Mardi	28	Paopao	8 »
Mercredi	29	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Jeudi	30	Haapiti	8 »

MAI

TAHITI

Lundi	4	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mardi	5	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Mercredi	6	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	8	Tautira	8 »
Lundi	11	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	12	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	13	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	14	Tiarei	8 »
Vendredi	15	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	19	Papetoai	8 heures
Mercredi	20	Paopao	8 »
Vendredi	22	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Lundi	25	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	26	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	27	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »

Jeudi	28	Afaahiti	8 heures
		Pueu	14 »
Vendredi	29	Tautira	8 »

JUIN

Mardi	2	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mercredi	3	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Jeudi	4	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Vendredi	5	Tiarei	8 »
Lundi	8	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	9	Papetoai	8 heures
Mercredi	10	Paopao	8 »
Jeudi	11	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	12	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	16	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	17	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	18	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	19	Tautira	8 »
Lundi	22	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	23	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	24	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	25	Tiarei	8 »
Vendredi	26	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Lundi	29	Papetoai	8 heures
Mardi	30	Paopao	8 »

JUILLET

Mercredi	1	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Jeudi	2	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	7	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	8	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	9	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	10	Tautira	8 »

TAHITI (suite)

Lundi	13	Arue	14 heures
		Pirae	16 »
Mercredi	15	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Jeudi	16	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Vendredi	17	Tiarei	8 »
Lundi	20	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	21	Papetoai	8 heures
Mercredi	22	Paopao	8 »
Jeudi	23	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	24	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	28	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	29	Mataica	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	30	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	31	Tautira	8 »

AOUT

Lundi	3	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	4	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	5	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	6	Tiarei	8 »
Vendredi	7	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Lundi	10	Papetoai	8 heures
Mardi	11	Paopao	8 »
Mercredi	12	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Jeudi	13	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	18	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	19	Mataica	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	20	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	21	Tautira	8 »
Lundi	24	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	25	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	16 »

Mercredi	26	Mahina	8 heures
		Papenoo	9 »
Jeudi	27	Tiarei	8 »
Vendredi	28	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

SEPTEMBRE

MOOREA

Mardi	1	Papetoai	8 heures
Mercredi	2	Paopao	8 »
Jeudi	3	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	4	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	8	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	9	Mataica	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	10	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	11	Tautira	8 »
Lundi	14	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	15	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	16	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	17	Tiarei	8 »
Vendredi	18	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	22	Papetoai	8 heures
Mercredi	23	Paopao	8 »
Jeudi	24	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	25	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	29	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	30	Mataica	8 »
		Papeari	14 »

OCTOBRE

Jeudi	1	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	2	Tautira	8 »
Lundi	5	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	6	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	7	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	8	Tiarei	8 »
Vendredi	9	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	13	Papetoai	8 heures
Mercredi	14	Paopao	8 »
Jeu	15	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	16	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	20	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	21	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeu	22	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	23	Tautira	8 »
Lundi	26	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	27	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	28	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeu	29	Tiarei	8 »
Vendredi	30	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

NOVEMBRE

MOOREA

Mardi	3	Papetoai	8 heures
Mercredi	4	Paopao	8 »
Jeu	5	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	6	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	10	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	11	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeu	12	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	13	Tautira	8 »
Lundi	16	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	17	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	18	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeu	19	Tiarei	8 »
Vendredi	20	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	24	Papetoai	8 heures
Mercredi	25	Paopao	8 »
Jeu	26	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	27	Haapiti	8 »

DECEMBRE

Mardi	15	Papetoai	8 heures
Mercredi	16	Paopao	8 »
Jeu	17	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	18	Haapiti	8 »

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 15 décembre 1963 sur une demande formulée par M. le directeur de Tahiti-Pétroles, demeurant à Papeete-Tahiti, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une station de vente des hydrocarbures à Fare - Huahine qui sera gérée par Monsieur Siou Fuong Li Seng demeurant à Fare (Huahine).

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 janvier 1964 à 17 heures.

M. Beaugrard Michel, assistant technique des travaux publics, subdivisionnaire des T.P. aux I.S.L.V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur et par ordre :

*Le chef de la circonscription administrative
des Iles Sous-le-Vent,*

R. ANGELIER.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 15 décembre 1963, sur une demande formulée par M. Tong You c.i. N° 6656, commerçant, demeurant à Uturoa-Raiatea, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une pompe automélangeur pour essence avec une cuve de 4500 litres dans son établissement pour les besoins de son commerce situé à Uturoa-Raiatea.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 janvier 1964 à 17 heures.

M. Beaugrard (Michel), assistant technique des travaux publics, subdivisionnaire des T.P. aux I.S.L.V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 29 novembre 1963.

Pour le gouverneur et par ordre :

*Le chef de la circonscription administrative
des Iles Sous-le-Vent,*

R. ANGELIER.

ENQUÊTE "de comodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984/AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de comodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 15 décembre 1963, sur une demande formulée par M. Nay, demeurant à Papenoo P.K. 14,3, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque "Lister", d'une puissance de 3 KW, 650 RPM 110/115 volts, monophasé, 60 cycles à Papenoo au P.K. 14,3.

L'enquête dont il s'agit sera close le 31 décembre 1963 à 17 heures.

M. Marcel Thirel, adjoint technique des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 décembre 1963.

Pour le gouverneur et par ordre :

*Le chef du service des travaux
publics et des mines,*

B. CHANGEY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE - TAHITI

D'un jugement rendu le 29 novembre 1963 par le Tribunal Mixte de Commerce de Papeete,

Il appert que la S.A.R.L. "MOANA" a été déclarée en état de faillite.

La cessation de paiement a été fixée au 16 mai 1961.

M.M. CALINAUD, magistrat et LAURENT, comptable, ont été respectivement nommés juge-commissaire et syndic.

Pour extrait conforme :

Le greffier en chef.

G. REID

Etude de M^e R. E. BAMBRIDGE

Avocat-Défenseur

D'un jugement par défaut rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt neuf mars mil neuf cent soixante trois, enregistré et signifié à personne.

Entre : dame Marie Berthe Tehaamarama MAIOTUI, demeurant à Papeete (Tipaerui chez sa mère) ayant Me BAMBRIDGE pour avocat défenseur.

Et : le sieur Donald George PATTERSON, demeurant à Auckland, Devonport 17 Vauxhal Street (Nelle Zélande).

Il appert que le divorce d'entre les époux PATTERSON-MAIOTUI a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :

Denise GOUPIL-GIRARD

Secrétaire de Me BAMBRIDGE.

Etude de M^{es} GUILPAIN et LEGRAS, Avocats-Défenseurs.

D'un Jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de première Instance de Papeete, le 28 Juin 1963, enregistré et signifié,

Entre : Madame Julie TCHONG demeurant à Paopao ayant domicile élu en le cabinet de M^{es} GUILPAIN et LEGRAS, Avocats-Défenseurs,

Et : Monsieur TCHAN LO, commerçant demeurant à Paopao.

Il appert que le divorce entre les époux TCHONG-TCHAN LO a été prononcé aux torts réciproques des époux.

Pour extrait :

S. LEGRAS.

Etude de M^e G. COPPENRATH

Avocat-Défenseur

Papeete

D'un Jugement rendu contradictoirement entre les parties par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 13 septembre 1963, enregistré.

Entre : Monsieur Bernard AYER, Directeur de Cinéma, demeurant à Arue, Tahiti, ayant M^e G. COPPENRATH pour Avocat-Défenseur.

Et : Madame Rachel TAEA, employée au Club Méditerranée, demeurant à Papeete.

Il appert que le divorce d'entre les époux AYER - TAEA, a été prononcé aux torts de l'épouse.

Pour extrait :

G. COPPENRATH.

ETABLISSEMENTS EMILE A. MARTIN & FILS

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 74.025.000 frs. CP.

Siège Social : PAPEETE

R.C. n° 324

Aux termes d'une décision extraordinaire prise le 25 novembre 1963, la collectivité des Associés a décidé de :

1^o) Réduire à 25.000 Francs CP (VINGT CINQ MILLE FRANCS CP) la valeur nominale des parts précédemment fixées à 225.000 Francs CP (DEUX CENT VINGT CINQ MILLE FRANCS CP) formant le capital de la Société, par attribution de 9 parts nouvelles en remplacement de 1 part ancienne.

2^o) Augmenter le Capital Social d'une somme de 41.125.000 Francs CP pour porter le dit capital à 115.150.000 Francs CP.

Cette augmentation sera réalisée par incorporation au capital de la Réserve Spéciale, à concurrence de 41.125.000 Francs CP.

3^o) Par suite de cette décision la collectivité des Associés décide de modifier les Articles 5 et 6 des Statuts.

La dite délibération, enregistrée à Papeete le 3 Décembre 1963, Vol. 64 — Fo. 81 — N° 683, a été déposée au Greffe des Tribunaux de Papeete le 9 Décembre 1963.

Pour Extraits et information :

L'UN DES GERANTS,
P. MONTARON.

BRASSERIE DE TAHITI

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 66.250.000 frs. CP.

Siège Social : PAPEETE

R.C. n° 306

Aux termes d'une décision extraordinaire prise le 25 novembre 1963, la collectivité des Associés a décidé de :

1^o) Réduire à 25.000 Francs CP (VINGT CINQ MILLE FRANCS CP) la valeur nominale des parts précédemment fixées à 125.000 Francs CP (CENT VINGT CINQ MILLE FRANCS CP) formant le capital de la Société, par attribution de 5 parts nouvelles en remplacement de 1 part ancienne.

2^o) Augmenter le Capital Social d'une somme de 46.375.000 Francs CP pour porter le dit capital à 112.625.000 Francs CP.

Cette augmentation sera réalisée par incorporation au capital de la Réserve Spéciale, soit 6.920.695 Francs CP et d'une part des bénéfices reportés à concurrence de 39.454.305 Francs CP.

3^o) Par suite de cette décision la collectivité des Associés décide de modifier les Articles 5 et 6 des Statuts.

La dite délibération, enregistrée à Papeete le 3 Décembre 1963, Vol. 64 — Fo. 82 — N° 684, a été déposée au GREFFE DES TRIBUNAUX de PAPEETE, le 9 Décembre 1963.

Pour Extraits et information :

L'UN DES GERANTS,
P. MONTARON.

ANNONCES DIVERSES

CLUB DISCOTHEQUE DOLCE-VITA LES AMIS DU DISQUE

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date à PAPEETE du vingt-quatre Septembre mil neuf cent soixante trois, enregistré à PAPEETE le vingt-huit du même mois, volume 64, folio 34, N° 242,

- Monsieur Jean Louis GATTONE, demeurant à PAPEETE,
- Monsieur Roger PELLAT, demeurant à PIRAE,
- Mademoiselle Marie Tiare TAUPUA, demeurant à TIPAE-RUI,
- Mademoiselle Marie Hélène LE BIHAN, demeurant à PAPEETE,
- Monsieur Michel JANNIN, demeurant à TITIORO,

Ont constitué un club ayant pour objet principal :

« d'écouter, commenter, rythmer, enregistrer des disques

« classiques et modernes, de toute provenance, organiser des « débats sur la critique, l'acquisition et la location des disques et, généralement, exercer toutes activités licites réservées à un club privé . . . »

Le siège social a été fixé à PAPEETE, rue du Maréchal Foch, la durée est illimitée.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code des douanes

Prix broché : 50 francs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

TABLES

Chronologique, Analytique et Alphabétique 1961.

Prix : 25 francs les deux.

Statistiques douanières

Année 1961 — Prix : 50 francs

Année 1962 — Prix : 125 francs

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961)

Prix : 30 francs.

Accidents du travail

Textes réglementaires

Prix broché : 75 francs

Budget - Exercice 1963

300 fr. l'exemplaire

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 300 frs

Marine Marchande

Programme des Epreuves des Examens
de la Marine Marchande.

(Arrêté n° 1035 MM du 11 mai 1962)

Prix : 30 francs.